ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 5 JUIN 1988 - 5e CIRCONSCRIPTION DE LA CHARENTE-MARITIME

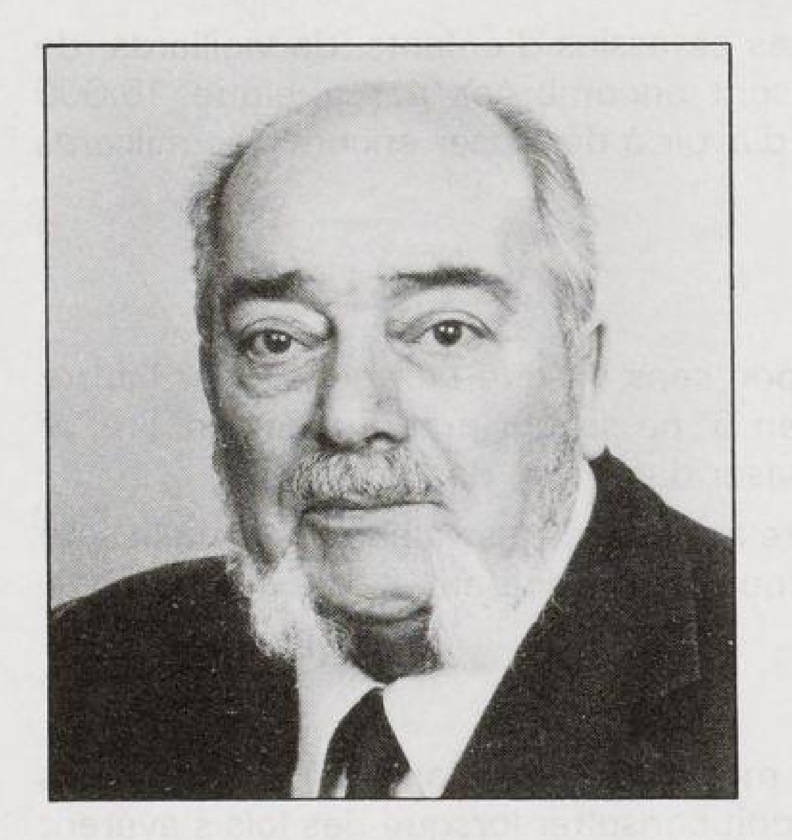
LA FÉDÉRATION NATIONALE DES INDÉPENDANTS

Président : M. Philippe Malaud, député européen. Secrétaire national : M. Michel de Rostolan, député R.N. - F.N.

et

LA FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE DES INDÉPENDANTS DE CHARENTE-MARITIME

soutiennent la candidature de



MARCEL BOUYER

Ancien député de Charente-Maritime

ÉLECTRICES, ÉLECTEURS, LISEZ BIEN CE QUI SUIT.

Je n'ai jamais été un élu muet.

Lors de mon précédent mandat, j'ai été le seul à faire des comptes rendus oraux de mes actions de député dans chaque canton.

J'agirai de même aujourd'hui, car élu par le peuple, je ne suis que son représentant, et lui dois des comptes. C'est le jeu normal de la vraie démocratie.

Depuis que je milite, tant pour la défense de l'intrégité du territoire national que pour la défense socio-professionnelle des travailleurs indépendants — agriculteurs, conchyliculteurs, membres des professions libérales, commerçants ou artisans — ma position est bien connue et s'est toujours située au CENTRE DROIT.

Pour moi, la ligne de partage des eaux passe entre le marxisme, avoué ou camouflé (communisme, socialisme et leurs dérivés), et l'anti-marxisme. En aucun cas, je ne puis aider ouvertement ou non à la progression du marxisme quelle que soit sa forme, car il conduit à une dictature aussi terrible que celle que j'ai combattue durant la Résistance.

Il faut rappeler sans cesse que le social n'est pas l'apanage exclusif de la gauche. Bien des gens de bonne volonté s'en préoccupent depuis longtemps sans pour autant s'en faire un drapeau électoral.

La véritable mission du député est de légiférer dans l'intérêt général des citoyens formant la Nation. Le souci majeur d'un député nouvellement élu ne doit pas être sa réélection, et il ne doit pas sortir de son rôle pour s'en assurer.

Il est anormal que des ayants droit ne puissent obtenir leur dû de tel ou tel organisme sans les interventions successives et souvent cumulées du maire, du conseiller général, du député, voire du sénateur.

Des politiques ambiguës ont conduit la France — et donc les Français — à une situation inquiétante sur bien des points.

LE CHÔMAGE.

Préoccupation première des Français. Il est aberrant de constater que les ténors des grands partis, durant toute la campagne présidentielle, n'ont guère abordé le fond du problème, mais que leurs leaders se sont contentés de régler leurs comptes personnels.

Il y a 3 millions de chômeurs en France, dont plusieurs centaines de milliers d'étrangers, non membres de l'Europe des Douze. D'autre part, près d'un million d'étrangers de mêmes origines occupent des emplois qui pourraient être attribués à nos nationaux. Cette situation nous coûte plusieurs centaines de milliards, nous empêchent ainsi de réduire les charges sociales et fiscales, ce qui permettrait à nos entreprises d'être compétitives, de créer des emplois, d'exporter. Notre commerce extérieur est en permanence déficitaire. Nos charges sont les plus fortes de la Communauté européenne, à trois ans de l'entrée en application de l'Europe des Douze.

C'est une simple question de bon sens, sans tomber dans la xénophobie.

« Sud-Ouest Dimanche », dans un article sur l'immigration, révèle que dans les années à venir, nous aurons encore à supporter 3 à 400 000 chômeurs immigrés de plus, avec toutes les conséquences financières en découlant, notamment par la délinquance.

LA SÉCURITÉ.

Il faut rétablir la peine de mort pour les pourvoyeurs de drogue, les assassins d'enfants, de vieillards, de membres des forces de l'ordre (policiers, gendarmes). Nos prisons sont encombrées par quelque 15.000 étrangers : expulser le plus grand nombre possible de ceux-ci éviterait d'avoir à dépenser encore des milliards pour en construire de nouvelles.

L'ENSEIGNEMENT.

L'école doit redevenir le creuset de la Nation. Là aussi, le simple bon sens dit que l'on peut juger l'arbre à son fruit. Or, les statistiques révèlent que 25 % des enfants entrant en 6e ne savent pratiquement ni lire, ni écrire. Le reste est à l'avenant. Les méthodes actuelles sont donc à réviser dans bien des domaines.

Notre système éducatif doit être réellement « éducatif » et apprendre aux jeunes les valeurs essentielles de la vie : valeur de l'effort, valeur de la compétition, ainsi que le sens civique nécessaire aux futurs citoyens.

TRAVAIL.

Nul, mieux que les professionnels, ne peut connaître les aléas d'un métier. Ce sont donc les représentants des travailleurs quels qu'ils soient, indépendants ou non, que le député doit consulter lorsque des lois s'avèrent nécessaires concernant l'exercice de leur profession.

TERRITOIRES D'OUTRE-MER.

Maintien au sein de la République Française de ce qu'il nous reste de territoires d'outre-mer. En effet, accorder l'indépendance à ces quelques territoires signifierait que nous serions contraints de rapatrier des centaines de milliers de familles et de les indemniser de la perte de leurs biens ; que ces familles, ne trouvant pas d'emplois, viendraient grossir les rangs des chômeurs ; que notre flotte marchande disparaîtrait avec toutes les conséquences pour l'emploi ; que le monopole de la mer autour de ces territoires (200 milles) nous serait supprimé. Au XIXe siècle, nous avions l'or jaune, au XXe, l'or noir, et au XXIe, c'est l'or bleu, la mer, qu'il faudra posséder pour survivre ; que sur le plan stratégique, nous perdrions notre influence mondiale au profit d'autres puissances.

**TOUT CECI TOMBE SOUS LE BON SENS
ET NOUS SOMMES PERSUADÉS
QUE LES CHARENTAIS EN ONT !**

POUR UNE FRANCE RÉNOVÉE.

Vu le candidat.

IO IMPRIMERIE DE L'OUEST LA ROCHELLE - 46347787